

Kosovo 2016-2017

Odile Perrot¹

Dresser le tableau des années 2016 et 2017 au Kosovo permet de confirmer la double orientation internationale et nationale de l'existence étatique du pays. Motivé par la perspective européenne, le Kosovo a vu la concrétisation de deux dossiers essentiels : les chambres spécialisées de La Haye et l'Accord de stabilisation et d'association, ou ASA (I). Ces pas en avant n'ont pas garanti la stabilité du gouvernement, bien au contraire, étant donné les désaccords des forces politiques sur l'agenda européen. Et c'est dans un climat de contestation sans précédent que l'Assemblée a été dissoute et des élections législatives organisées au printemps 2017 (II). Après des mois d'incertitudes politiques, la redistribution partielle des équilibres partisans pourrait annoncer un nouveau départ pour le Kosovo.

I. La priorité des dossiers européens

Sous administration onusienne puis supervision internationale, attiré par l'UE comme ses voisins balkaniques, le Kosovo s'inscrit dans une stratégie européenne entre contrainte et séduction. C'est parce qu'il doit se conformer aux desiderata de ses partenaires internationaux que le Kosovo a accepté, tant bien que mal, la création d'une nouvelle juridiction pénale internationale (A), mais ses efforts de longue haleine ont également été récompensés par l'entrée en vigueur de l'ASA en avril 2016 (B).

¹ Docteur en Science politique, chercheur associée au CERSA (CNRS/Paris Assas), Professeure à l'Institut libre d'étude des relations internationales (ILERI) - Paris, Consule honoraire du Kosovo.

A. L'innovation des chambres spécialisées pour juger les crimes de guerre au Kosovo

Rappelons que le tribunal devait commencer à travailler en janvier 2015, si les élections législatives anticipées de l'année antérieure et l'impasse politique qui a suivi n'avaient pas mis en suspens les actions à l'agenda. Il a donc fallu attendre la formation du gouvernement pour que soit relancée la dynamique de « création d'un nouveau mécanisme de justice pénale internationale »², dans un contexte mitigé si l'on considère les réticences de la classe politique³ à voir aboutir un projet soutenu en priorité par les partenaires européens et américains⁴.

Parallèlement aux étapes administratives nécessaires, notamment liées à l'accord de siège aux termes duquel les chambres sont autorisées à instruire des affaires depuis les Pays-Bas, la première conférence de presse du 15 septembre 2016 a annoncé que les activités judiciaires commenceraient au premier semestre suivant et que le processus de nomination des juges était en cours, même si aucune mise en examen n'avait encore été rendue publique⁵. L'année d'après, en janvier, l'accord de siège entre les Pays-Bas et le Kosovo est entré en vigueur, les juges nommés, et le Règlement de preuves et de procédure adopté.

Représentant « une forme inconnue de juridiction hybride », les chambres spécialisées sont intégrées au sein du système judiciaire kosovar « mais fondamentalement externalisée[s] »⁶. Elles ont la personnalité juridique et la capacité de conclure des traités internationaux, c'est-à-dire qu'elles se réfèrent à la législation kosovare mais leur activité est indépendante et elles sont placées au-dessus des autres juridictions du Kosovo.

L'équipe initiale comprend un greffier (Fidelma Donlon, Irlandais), un Procureur en chef (David Schwendiman, Américain) qui est nommé pour quatre ans, et dix-neuf juges internationaux⁷. Établies pour une durée limitée de cinq ans, elles sont chargées de poursuivre

² Olivier BEAUVALLLET, « Chambres spécialisées pour le Kosovo », *Dictionnaire de la Justice pénale internationale*, Olivier BEAUVALLLET (dir.), Berger-Levrault, Boulogne-Billancourt, 2017, p156

³ Pour les trois partis de l'opposition (AAK, Vetëvendosje!, Nisma), la future cour mettait en cause les héros de l'UÇK et en danger la souveraineté du Kosovo.

⁴ Voir la chronique 2015 de l'auteur.

⁵ « Kosovo : première conférence de presse du greffier et du procureur en chef des chambres spécialisées », *La veille d'actualité du Forum de la Justice pénale internationale*, Institut des hautes études sur la justice (IHEJ), septembre 2016 : <http://ihej.org/programmes/la-veille-dactualite-du-forum-de-la-justice-penale-internationale-septembre-2016/>

⁶ Olivier BEAUVALLLET, « Chambres spécialisées pour le Kosovo », *Dictionnaire de la Justice pénale internationale*, Olivier BEAUVALLLET (dir.), Berger-Levrault, Boulogne-Billancourt, 2017, p156-157

⁷ Voir le site des chambres : www.scp-ks.org

les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis entre le 1^{er} janvier 1998 et le 31 décembre 2000 sur le territoire du Kosovo par des ressortissants kosovars et yougoslaves. Il s'agit donc d'un « mandat qui vise en fait en priorité les responsables et membres de l'armée de libération du Kosovo pour des crimes à l'encontre des citoyens kosovars serbes, roms et albanais considérés comme collaborateurs avec le régime de Belgrade et les allégations (...) rapportées dans le rapport Marty puis de la Task force d'enquête spécialisée (2014) »⁸. Certaines personnalités politiques pourraient en effet être inquiétées, notamment le Président Hashim Thaçi et le Premier ministre Ramush Haradinaj.

Il est certain que les motivations politiques ne sont pas étrangères au projet. Certains juristes soulignent ainsi que, si le rapport d'enquête de la *Task Force* a mis en exergue des preuves suffisantes pour un acte d'accusation, il sera difficile de se fonder sur celles-ci pour une condamnation quelconque. D'ailleurs, la loi d'août 2015 ne prévoit aucune peine. Les enjeux ressortissent moins à un besoin de justice qu'à des considérations d'équilibre géopolitique propre à la région. Le but est notamment de sortir la question du trafic d'organes de la scène politique et des négociations internationales, de soutenir le dialogue entre le Kosovo et la Serbie en prenant en compte les doléances de Belgrade, et de montrer les limites à certains hommes politiques, tout en ouvrant la porte de l'UE au pays.

B. Les petits pas vers l'Europe

Loin des polémiques suscitées par la création des chambres, l'entrée en vigueur de l'ASA, en avril 2016, six mois après sa signature⁹, a redonné de l'optimisme. Le Kosovo est le dernier pays des Balkans occidentaux à bénéficier de cette relation contractuelle (voir le tableau ci-dessous), qui constitue « une base institutionnelle solide et juridique entre le Kosovo et l'UE » comme l'a salué l'ex-Présidente Atifete Jahjaga¹⁰. L'accord implique la mise en place d'une zone de libre-échange des biens et services ; l'application des normes communautaires dans les domaines de la concurrence, les aides d'État et la propriété intellectuelle ; un accompagnement à l'harmonisation de la législation et des dispositions sur

⁸ « Les chambres spécialisées du Kosovo se mettent en place dans un contexte tendu », *Veille d'actualité Janvier-Mars 2017*, Institut des hautes études sur la justice (IHEJ), mars 2017 : <http://ihej.org/programmes/justice-penale-internationale/veille-dactualite-janvier-mars-2017/>

⁹ Voir la chronique 2015 de l'auteur.

¹⁰ « Le Parlement européen entérine l'accord ASA avec le Kosovo », *albinfo.ch*, 22 janvier 2013 : <http://www.albinfo.ch/fr/le-parlement-europeen-enterine-laccord-asa-avec-le-kosovo/#sthash.R7FYbLUn.dpuf>

le dialogue politique et la coopération dans l'éducation, l'énergie, l'environnement, la justice et les affaires intérieures.

Tableau n° I. Année de l'entrée en vigueur des ASA

FYROM	Croatie	Albanie	Monténégro	Serbie	Bosnie-H.	Kosovo
2004	2005	2009	2010	2013	2015	2016

On notera que l'accord a été signé entre l'UE et le Kosovo, et non entre les États membres et le Kosovo, il n'est donc pas de nature « mixte » et relève uniquement des compétences de l'UE. Cette situation répond à la reconnaissance partielle du Kosovo, dont l'indépendance est reconnue par 23 États sur 28. En outre, le Kosovo figure avec l'astérisque de rigueur depuis 2012, qui renvoie à la note « Les références au Kosovo sont sans préjudice des positions sur le statut. Elles sont conformes à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo ».

Concrétisation d'une étape importante du rapprochement avec l'UE, l'ASA a été suivi, en mai 2016, de l'avis favorable de la Commission européenne sur la libéralisation des visas pour les ressortissants kosovars. Mais, en décembre, la levée du régime des visas a été repoussée. Il faut rappeler que, chaque année depuis 2013, la Commission remet le rapport sur les progrès accomplis par le Kosovo dans la mise en œuvre des exigences de la feuille de route sur la libéralisation. Et si le cahier des charges techniques est bien rempli, ce sont des questions régionales, en particulier la ratification de l'accord de délimitation frontalière avec le Monténégro, qui font obstacle. Les partis politiques sont toutefois divisés sur cette question. Le mouvement d'opposition Vetëvendosje! y est catégoriquement opposé, tandis que les députés kosovars serbes, membres de la coalition gouvernementale, ont un temps fait obstruction pour protester contre la loi sur la mise sous contrôle du complexe minier de Trepca. Mais ce sont aussi les progrès insuffisants dans le domaine de la corruption et de la criminalité organisée qui ont motivé le refus de la Commission. Le Kosovo a ressenti une vive « déception »¹¹ à l'annonce de cette décision, car la Commission n'a pas émis de recommandation et huit critères ont été ajoutés à une feuille de route qui en comptait déjà

¹¹ Entretien avec un représentant kosovar.

95¹². D'un autre côté, promesse a été faite qu'il s'agissait de la dernière ligne droite avant une réponse favorable. Surtout, l'accord conclu en décembre 2016 entre le Parlement européen et le Conseil pour faciliter le mécanisme de suspension de visa pourrait déverrouiller la situation, puisque les États membres pourront désormais réintroduire des obligations de visa plus rapidement et plus facilement. Cette marge de manœuvre à la fermeture répond aux inquiétudes de certains États sur le sujet sensible de l'ouverture des frontières¹³.

Alternant pas en avant et reculs, la reconnaissance du Kosovo sur la scène internationale semble ainsi suivre un mouvement de balancier, que l'on retrouve dans les sphères sportives et culturelles. Le pays a obtenu sa première médaille d'or grâce à la judoka Majlinda Kelmendi aux Jeux de Rio en 2016¹⁴, succès augmenté des deux médailles d'or aux Jeux de la Francophonie de 2017¹⁵. Si l'avenir est également égayé par la perspective de participer à la coupe du monde de football en 2018¹⁶, l'obligation de remettre l'adhésion à l'UNESCO à une date incertaine a laissé un goût amer¹⁷. Ces succès en demi-teinte, ajoutés à l'épreuve de force pour faire adopter la loi sur les chambres spécialisées, ont creusé les critiques vis-à-vis de l'équipe au pouvoir et exacerbé les tensions partisans. La pression internationale pour faire avancer son agenda a pris le gouvernement entre deux feux, ouvrant la voie à des mois de vives protestations.

II. Sortie de crise par les élections

Les signaux n'avaient pourtant pas manqué : la désaffection des citoyens, la montée en puissance du mouvement contestataire Vetëvendosje! et les départs massifs des habitants pour

¹² Voir le document disponible sur le site du ministère de l'Intégration européenne du Kosovo, « Visa liberalisation with Kosovo*. Roadmap » : <https://www.mei-ks.net/visa%20liberalisation%20roadmap>; et le rapport sur la libéralisation des visas *Wanderlust* publié par le ministre des Affaires étrangères et le ministère de l'Intégration européenne du Kosovo, Prishtina/Priština, février 2016

¹³ Pour une analyse du dialogue sur la libéralisation des visas, voir l'article de l'auteure, « La question migratoire vue du Kosovo », *P@ges Europe*, 29 juin 2016 - La Documentation française © DILA : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000030-la-question-migratoire-vue-du-kosovo-par-odile-perrot/article>

¹⁴ Le Comité international olympique (CIO) a reconnu le Comité olympique du Kosovo en novembre 2014.

¹⁵ <https://www.jeux.francophonie.org/etats-invites/kosovo>

¹⁶ En mai 2016, le Congrès de l'Union européenne des associations de football (UEFA) a approuvé l'adhésion de la Fédération de football du Kosovo, 55^{ème} membre de l'UEFA.

¹⁷ La candidature du Kosovo à l'UNESCO a été rejetée en novembre 2015. Malgré le soutien du comité exécutif, il a manqué trois voix lors du vote à l'Assemblée générale.

l'Europe annonçaient un désenchantement qui s'est mué en protestations vis-à-vis du pouvoir (A). Dans ces conditions, ne restait plus qu'à reconquérir une légitimité par les urnes en convoquant de nouvelles élections qui pourraient offrir une apparente nouvelle donne (B).

A. La montée en puissance des protestations

Depuis l'automne 2015, la crise politique s'était traduite par des manifestations dans les rues et le boycott du Parlement par une large opposition. Deux accords conclus par le gouvernement ont cristallisé le mécontentement partisan et populaire. Le premier, l'accord de démarcation de la frontière commune avec le Monténégro, est l'une des conditions posées par l'UE dans le cadre du dialogue sur la libéralisation des visas. Le deuxième se rapporte à la création de l'Association/Communauté des municipalités serbes, qui rassemblera sept municipalités. Prévues au titre de l'Accord du 19 avril 2013¹⁸, cette initiative a été remise en cause par la Cour constitutionnelle qui a émis l'avis, en décembre 2015, qu'elle violait plusieurs articles de la Constitution. La Cour a toutefois approuvé l'accord, tout en recommandant au gouvernement d'y apporter des améliorations. Quoiqu'il en soit, forte de cette légitimité, l'opposition a organisé une manifestation qui a réuni 60 000 personnes en janvier 2016.

La Présidente Atifete Jahjaga a alors tenté, en vain, quelques tentatives de conciliation et, alors que le Parlement se réunissait dans une enceinte brouillée par les gaz lacrymogènes, les députés ont été appelés à élire un nouveau Président avant la fin février, conformément à la Constitution qui prévoit qu'il soit nommé un mois avant la fin du terme du chef de l'État sortant¹⁹. Dans les jours qui suivirent, les députés de l'opposition ont été empêchés d'entrer au Parlement ; Ramush Haradinaj²⁰, demandant le départ du gouvernement²¹, a démissionné de son mandat et les militants ont organisé la résistance en occupant la place devant le Parlement

¹⁸ Voir la chronique 2013 et la contribution de l'auteure au dossier « La Serbie aujourd'hui : Enjeux politique et européen » : « Les rebondissements du dialogue Kosovo-Serbie », *Est Europa*, Institut universitaire Varenne, numéro spécial 2015

¹⁹ Atifete Jahjaga avait été élue au poste de Présidente de la République en avril 2011 et, selon l'accord qui a suivi les élections de juin 2014, Hashim Thaçi était le candidat de la coalition pour lui succéder au premier semestre 2016.

²⁰ Leader de l'Alliance pour le future du Kosovo (AAK) et Premier ministre de décembre 2004 à mars 2005.

²¹ Il a déclaré : "We want the resignation of those who have violated the constitution, not the election of one of the constitutional violators as President", cité par Përparim ISUFI, « Violence Erupts as Kosovo Parliament Set to Decide President », *Balkan Insight*, 26 février 2016 – <http://www.balkaninsight.com/en/article/pristina-on-alert-ahead-of-president-vote-02-25-2016#sthash.ra6e8GmA.dpuf>

avec des tentes. Vetëvendosje! a accusé l'équipe au pouvoir de dérive totalitaire²². C'est dans ce climat agité que l'élection du Président a eu lieu. Sans surprise, Hashim Thaçi, qui affrontait un unique candidat membre de sa propre formation politique, a été élu, le 27 février. Il aura toutefois fallu trois tours pour que 71 députés lui apportent son soutien. Mais, début mars, l'opposition a contesté l'élection de Hashim Thaçi pour absence de quorum²³. Pour être conforme à l'accord de coalition passé entre les partis de la majorité après les élections de juin 2014, la nomination d'un nouveau Président n'a donc pas apaisé les tensions et ce sont les élections législatives anticipées, auxquelles l'opposition oeuvrait depuis plusieurs mois, qui allaient permettre de rebattre les cartes.

B. La nouvelle donne des élections législatives

Le 10 mai 2017, le gouvernement est tombé suite à la motion de censure proposée par les députés opposés à la ratification de l'accord frontalier avec le Monténégro²⁴. Mais, au-delà de cette cause immédiate, la chute de la « unloved coalition »²⁵ PDK-LDK²⁶ formée fin 2014 après six mois de tractations aurait aussi été la conséquence de calculs politiques montrant la fragilité des alliances partisans. L'effet déclencheur a d'ailleurs été la polémique autour de la création d'une armée du Kosovo, (re)lancée par le Président Thaçi²⁷. Ce pavé dans la mare aurait visé à fragiliser son partenaire de coalition – la LDK – pour entraîner la chute du gouvernement et provoquer des élections anticipées qui pouvaient apporter la stabilité à un gouvernement dans l'impasse. Une explication cynique serait aussi que ce scrutin devait offrir un soutien populaire nécessaire au PDK, dont certains membres pourraient être menacés par les chambres spécialisées de La Haye. Au bout du compte, le projet de loi a été abandonné, même si l'idée de constituer « une petite force armée défensive »²⁸ demeure. Ces intrigues

²² Valerie HOPKINS, “Kosovo Opposition Bed Down in Tent Protest”, *Balkan Insight*, 24 février 2016 – <http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-opposition-bed-down-for-tent-protest-02-23-2016#sthash.GKnpX8kB.dpuf>

²³ UNMIK Headlines, 8 mars 2016 : <http://media.unmikonline.org/?p=61733>

²⁴ Il s'agit des députés de l'opposition (Vetëvendosje!, AAK et Nisma), mais aussi de certains députés du parti fondé par Hashim Thaçi, le PDK (Parti démocratique du Kosovo).

²⁵ Bodo WEBER, “Tacit Thaci-Vucic ‘Alliance’ Again Outsmarts the West”, *Balkan Insight*, 18 mai 2017

²⁶ La Ligue démocratique du Kosovo s'était alors alliée au PDK, son ennemi de toujours. Voir la chronique 2014 de l'auteur.

²⁷ Cette question n'est pas aussi nouvelle qu'il y paraît. Voir l'article de l'auteur, « La priorité de la stabilité à l'épreuve de la réalité étatique », *Synergies Roumanie*, GERFLINT/Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris, à paraître : <https://gerflint.fr/synergies-roumanie>

²⁸ « Les ambitions du Kosovo », entretien avec Hashim Thaçi conduit par Jacques Baudouin, *Politique Internationale*, n° 157, automne 2017 :

expliqueraient pourquoi des députés PDK ont soutenu la motion de censure contre leur gouvernement²⁹.

Pour la première fois, de grandes coalitions se sont formées avant les élections, recréant la division du début des années 2000, au sortir du conflit, entre ceux issus de l'ancienne UÇK et qui avaient opté pour la lutte armée (« war wing », « koalicioni i luftës »³⁰ ou « coalition des guerriers ») et ceux qui avaient opté pour la lutte pacifique dans les années 1990 (« coalition of peace »)³¹. On notera que, aujourd'hui comme hier, les clivages partisans au Kosovo ressortissent à l'histoire des dernières décennies plus qu'à une opposition idéologique gauche-droite. Cette réunion des anciens combattants dans une seule coalition pour la conquête du pouvoir³² a été incarnée par la coalition PDK-AAK-Nisma për Kosovën³³ (PAN), soutenue par neuf petits partis. En face, la LDK s'est alliée à l'AKR (Alliance pour un nouveau Kosovo) et à Alternativa, une nouvelle formation menée par Mimoza Kusari-Lila. Troisième force à lui seul, le mouvement Vetëvendosje!, emmené par Albin Kurti, a rejeté toute association avec les caciques qu'il estime corrompus et éloignés des intérêts de la population.

Ce tableau est toutefois insuffisant à rendre compte de la complexité de l'échiquier partisan. Au sein de la coalition PAN, les leaders Haradinaj et Limaj étaient, jusqu'à la campagne, de farouches opposants du gouvernement LDK-PDK tombé en mai. Mais le PDK, craignant de perdre les élections, a su les rallier en promettant notamment le poste de Premier ministre à Ramush Haradinaj. La LDK était quant à elle menacée par une scission en son sein, certains membres désapprouvant la gestion autoritaire du parti d'Isa Mustafa, alors Premier ministre (2014-2017). Enfin, les représentants des minorités ne font guère front uni. Parmi les six listes serbes, seule la *Srpska Lista* (menée par Slavko Simić) est soutenue par Belgrade, ce qui en fait un « projet national labellisé »³⁴. Le SLS, parti kosovar longtemps partenaire des coalitions gouvernementales, et certains responsables associés à la *Srpska Lista* ont choisi de se désolidariser³⁵. La coalition de partis bosniaques Vakaf, active depuis 1999, est de plus en

http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=123=815=synopsis&id=1630&search=&cont=ent=texte

²⁹ Shqipe MJEKIQI, « Voting for change: The 2017 parliamentary elections in Kosovo », *Who governs EU*, University of Nottingham, 13 juin 2017 : <https://whogoverns.eu/voting-for-change-the-2017-parliamentary-elections-in-kosovo/>

³⁰ « Kosovë, koalicioni i luftës fiton zgjedhjet, por jo qeverinë », *Shqiptarja*, 12 juin 2017 : <http://shqiptarja.com/kosova/2727/kosov--koalicioni-i-luft-s-fiton-zgjedhjet-vet-vendoja-e-dyta-423903.html>

³¹ Arben QIREZI, « Who is Who in the Kosovo Elections », *Balkan Insight*, 24 mai 2017

³² Die MORINA, « Trio Battle it out to Become Kosovo's Next PM », *Balkan Insight*, 19 mai 2017

³³ Initiative créée par Fatmir Limaj peu avant les élections de juin 2014.

³⁴ « Government wants Serbs to back Serb List in Kosovo election », *B92*, 22 mai 2017

³⁵ *Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo*, S/2017/640, Conseil de Sécurité, New York, 24 juillet 2017, p2

plus concurrencée par le NDS d'Emilja Redžepi³⁶ qui a conservé son siège obtenu en 2014. Les partis des communautés rome, ashkalie et égyptienne refusent d'être assimilés les uns aux autres et voient dans la tendance à les confondre en un seul groupe (RAE) un « acte raciste » fondé sur la couleur de la peau³⁷. Grâce au système des sièges réservés, chaque formation est presque assurée d'obtenir un siège, mais l'émiettement reste la règle depuis plusieurs législatures.

Les élections législatives anticipées ont eu lieu le 11 juin 2017. 1,8 million électeurs ont été appelés à voter, dans un contexte de suspicion vis-à-vis des listes électorales qui auraient compté de nombreuses imperfections (adresses erronées, personnes décédées inscrites, etc.) et 600 000 inscrits en trop. Toutefois, de l'avis général, les élections se sont déroulées dans le calme et ont respecté les standards démocratiques³⁸. Si elles ont amené la victoire de la coalition PAN (voir le tableau II), trois remarques méritent d'être soulignées. Tout d'abord, le faible taux de participation (voir le tableau III) a confirmé le désintérêt de la population pour le jeu démocratique, qu'ils considèrent comme confisqué par des partis qui soignent leur électorat mais ignorent leurs citoyens. Ensuite, Vetëvendosje! a conforté sa position de faiseur de jeu, se hissant à la deuxième place et, partant, a renforcé sa légitimité à incarner une alternative aux partis traditionnels (PDK, LDK, AAK) que seules les alliances pré-électorales permettent de porter au pouvoir. Enfin, cette nouvelle configuration n'a pas exclu les marchandages désormais caractéristiques de la période qui suit une consultation. C'est trois mois après, en septembre, que Ramush Haradinaj a été nommé Premier ministre et chargé de former un nouveau gouvernement. 2018 dira si le retour de celui qui avait été Premier ministre quelques mois avant de démissionner pour se rendre au TPIY permettra au Kosovo de relever les défis qui l'attendent.

³⁶ Eraldin FAZLIU, "Minority political representation: Bosniaks", *K2.0*, 24 avril 2017: <http://kosovotwopointzero.com/en/minority-political-representation-bosniaks/>

³⁷ Eraldin FAZLIU, "Minority political representation: Roma, Ashkali and Egyptians", *K2.0*, 19 avril 2017: <http://kosovotwopointzero.com/en/minority-political-representation-roma-ashkali-egyptians/>

³⁸ Shqipe MJEKIQI, "Voting for change: The 2017 parliamentary elections in Kosovo", *Who governs EU*, University of Nottingham, 13 juin 2017 : <https://whogoverns.eu/voting-for-change-the-2017-parliamentary-elections-in-kosovo/> ; *Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo*, S/2017/640, Conseil de Sécurité, New York, 24 juillet 2017, p2

Tableau n° II. Résultats des élections législatives de juin 2017

Partis ou coalitions	% suffrages	Nombre de sièges
Coalition PAN	33,74 %	39
Vetëvendosje!	27,49 %	32
Coalition LDK-AKR-Alternativa	25,53 %	29
*Srpska Lista (Liste serbe)	6,11 %	9
*KDTP (Parti démocratique turc du Kosovo)	1,08 %	2
*Koalicija Vakat (Coalition Vakat - bosniaque)	0,89 %	2
*NDS (Nouveau parti démocratique - bosniaque)	0,50 %	1
*SLS (Parti libéral indépendant - serbe)	0,49 %	1
*PDAK (Parti démocratique des Ashkalis du Kosovo)	0,33 %	1
*PLE (Parti libéral égyptien)	0,33 %	1
*JGS (Parti goran uni)	0,33 %	
*PAI (Parti des Ashkalis pour l'intégration)	0,29 %	1
*PRBK (Parti rom uni du Kosovo)	0,13 %	1

* Partis des minorités non-albanaises occupant les 20 sièges réservés.

Source : Commission centrale électorale du Kosovo, <http://www.kqz-ks.org/en/results-2017>

Tableau n° III. Taux de participation aux élections du Kosovo depuis 2000

Élections municipales, 2000	79 %
Élections législatives, 2004	49,5 %
Élections législatives, 2007	40,1 %
Élections législatives, 2010	45,3 %
Élections législatives, 2014	42,6 %
Élections législatives, 2017	41,3 %

Sources: OSCE et Central Election Commission

À l'aube de la célébration des dix ans de l'indépendance, le Kosovo pouvait évaluer les progrès accomplis sur le chemin de la construction étatique, qui croise la voie européenne. Les alliances politiques se font et se défont, les instances internationales se retirent, les accords de coopération régionale et d'association avec l'UE se concluent. Mais, tout en satisfaisant ses partenaires de coalition, le nouveau gouvernement devra s'atteler à de nombreux dossiers (accord frontalier avec le Monténégro, dialogue avec la Serbie, chambres spécialisées de La Haye, etc.) qui le mettront plus à l'épreuve que les compétitions électorales et sans pouvoir compter sur le soutien d'une opposition campée sur ses positions.